

## COMPTE RENDU SEMINAIRE GÖTTINGEN

J'ai assisté aux ateliers et conférences suivantes dont voici un compte rendu :

11.05

Workshop Stop Deportation

12.05

Keynotes : situation en Allemagne et point sur la précarisation des migrants dans le marché du travail

Re-stabilisation du régime des frontières européen après l'été 2015 : Maghreb, Turquie, Grèce, Balkans.

Mouvements migratoires autour de la méditerranée : Réalités et Challenges. Focus Afrique du Nord

Éléments de conclusion : quel activisme ?

**11.05**

### *Workshop Stop Deportation*

- Groupe de travail sur les deals de réadmission et autres arrangements de l'UE avec des pays tiers.

La stratégie des Etats membres de l'UE affectent toutes les personnes migrantes. Comment confronter ces stratégies et unir nos connaissances pour lutter contre ?

- D'abord : comprendre les expulsions: contextes différents selon les pays et contextes locaux.

>> Réaliser un monitoring post expulsion pour lister les conséquences de réadmissions dans pays à risques pour ensuite construire des cas en se basant sur le principe de non refoulement.

>> Créer des réseaux entre les pays expulsants et les pays de retour, pour obtenir des documents dans une optique de stratégie légale.

Voir réseaux : deportation monitoring, Jil Alpes ; Stop Deportation Group Autriche, connecté avec la Suède et l'Allemagne (Valérie)

>> Documentation large pour agir globalement et non cas par cas. Alerter l'opinion publique.

- Projet de mapping à trois niveaux

>> Accords bilatéraux Etat à Etat : ex : Italie / Ethiopie et Libye ; France/Soudan ; mais aussi les deals entre pays africains !!!

>> Accords de l'UE : Turquie, Maghreb, processus de Khartoum

>> Charte des vols de Frontex

- Actions concrètes

>> Organiser des sit-ins contre le racisme

>> Actions dans les aéroports

>> Question dirigée au Parlement européen : Combien d'expulsions ? Vers où ? Avec quel argent ? Quelles sont les garanties que les droits de cette personne sont respectés ou seront respectés dans l'Etat à l'arrivée ?

Conclusion : beaucoup d'idées, mais débat confus, et surtout qui a le temps et les capacités pour s'investir dans ces projets ??

## 12.05

### *Keynotes*

Speakerin : Ferda Ataman, Neue Deutsche Organisation (NDO): réseau de plus de 100 associations, NGOS, groupes autoorganisés dans toute l'Allemagne.

On assiste en Allemagne à un retour au narratif des années 80 du « Monokultur-raum ». Il y a un besoin de politiques qui défendent une société plurielle.

La constitution ne peut pas être négociée et doit être défendue ou améliorée. Le nouveau gouvernement, avec la création d'un « Heimatsminister » ou Ministre de la Patrie, donne l'impression que le problème majeur aujourd'hui est la migration. Le racisme est légitimé dans les discours politiques et dans les médias. A gauche, il n'y a pas de réponse. Celle-ci doit donc venir de la société civile.

La NDO défend une politique non pas d'intégration mais d'inclusion avec :

- Des mesures effectives contre le racisme
- Un système réformé d'éducation

Speakerin : Isabella Consolati, Precarious Disconnections, Bologna, : pour une perspective transnationale des conditions précaires de vie des migrants.

Il faut faire le lien entre le capitalisme à outrance et les conditions de vie des migrants. Ceux-ci sont confrontés à des situations spécifiques au contexte local, qu'il faut prendre en compte dans une perspective plus large.

La situation actuelle est critique : après la crise économique de 2008, des mesures drastiques ont été implémentées pour empêcher l'entrée en Europe, véritable machine de souffrance programmée. Cette machine ne s'arrête pas après le passage dans les camps : le permis de séjour, ou le séjour illégal signifient pour les exilés une lutte pour obtenir le respect de ses droits les plus basiques alors même qu'ils sont inclus rapidement dans le marché du travail avec des salaires très bas.

Le mouvement transnational doit prendre en compte toutes les situations possibles dans sa lutte contre la précarité : sans papiers, avec papiers. Il faut aussi se focaliser sur les conditions de vie à l'intérieur des frontières de l'Europe et pas seulement à l'extérieur.

Les stratégies de l'UE ont pour but de diviser les exilés, de les catégoriser entre les bons et les mauvais, les légitimes et les illégitimes. Or il y a un lien très clair entre les politiques de visa et les

conditions de travail. Les exilés sont incorporés dans le marché du travail comme une main d'œuvre très bon marché et sont souvent exploités. Par exemple, en Allemagne, Job-Center (Pôle Emploi) a un rôle important car il détermine quels sont les emplois destinés aux personnes migrantes, qui ne doivent pas gagner plus d'un certain montant pour bénéficier d'aides. Ils sont donc réduits à des contrats souvent irréguliers ou à s'insérer dans le marché noir.

Il faut donc garder à l'esprit que le racisme et le durcissement des politiques migratoires est connecté au besoin des entreprises d'une main d'œuvre pas chère et facile à exploiter. Les coupures dans l'Etat Providence ont pour conséquence que les exilés sont forcés d'accepter des emplois aux salaires très bas, sans aucune protection sociale. Il n'y a plus d'intégration dans le marché du travail par l'Etat.

### *Re-stabilisation du régime des frontières européen après l'été 2015*

Point rapide sur la situation globale des frontières européennes – Réseau Alarm Phone

#### *Afrique du nord et Afrique sub-saharienne*

Speaker : Christian Jacob, journaliste au TAZ : L'UE et l'externalisation

Tout a commencé avec l'Espagne il y a dix ans qui a installé des officiers de police espagnols en Mauritanie et au Sénégal pour empêcher l'émigration vers les îles Canaries.

Après 2015, l'UE adopte l'exemple espagnol. A la conférence de Malte en 2015, Angela Merkel met en avant les nouveaux partenariats avec l'Afrique, avec pour but d'accélérer les expulsions et de mettre en place des mesures pour rendre plus difficile la traversée du Sahara. Les gouvernements de pays africains concernés sont d'abord réticents à signer de tels accords. Après six mois de négociation, l'UE augmente le montant d'argent en jeu, inventant un système à double vitesse :

- Des investissements massifs dans les pays de transits avec un Plan d'investissement pour l'Afrique : en 2017 l'UE annonce vouloir investir 44 milliards d'euros en Afrique jusqu'en 2020.
- Des sanctions pour les pays ne répondant pas aux attentes de l'UE en termes de contrôle de l'émigration et des frontières.

Un exemple des attentes de l'UE : pouvoir faciliter l'expulsion en délivrant sur place des papiers d'identification de substitution aux passeports perdus. La plupart des pays refuse de se plier à cette volonté.

Seule l'Ethiopie a signé en décembre 2017 un tel accord de réadmission avec l'UE statuant que :

Si une personne n'a pas délivré son passeport dans un délai de trois jours, n'importe quel document peut être envoyé aux services secrets de l'Ethiopie, qui ont deux semaines pour statuer. En cas d'absence de résultat, des officiels éthiopiens doivent se rendre sur place pour déterminer l'identité de la personne ...

Au Niger, la visite d'Angela Merkel en octobre 2016 avait pour objet d'arranger un deal avec l'UE dans le but de criminaliser le trafic humain. Résultat après un an : 1 milliard d'euros investis par l'UE en décembre 2017.

Soudan : après des années de sanctions contre un gouvernement qui a perpétré de nombreuses violations des droits de l'homme, l'UE a repris le dialogue afin de contrôler le corridor de transit du Sahara vers la Méditerranée. 300 millions d'euros d'investissements.

Le Plan d'investissement pour l'Afrique est donc un outil majeur de la stratégie européenne pour bloquer la migration, et non pour lutter contre la pauvreté. Il est aussi utilisé comme levier, voire comme sanction, véritable outil de chantage.

Speakerin : Gerda Heck : EU-Egypte et la gestion des migrations

2016 a été l'occasion d'une augmentation des mouvements de migrations en Egypte à cause de la crise économique. Plus de 5 millions de personnes attendaient de pouvoir traverser la méditerranée selon l'Agence de l'Onu. Or le nombre d'exilés en provenance de l'Egypte arrivés en Europe reste relativement faible.

En aout dernier, l'Egypte a signé avec l'Allemagne et l'Europe un accord de retours volontaires. Cet accord met en avant l'intégration avec la création d'un Centre de Réintégration et de travail en Egypte. Ce nouveau discours de réintégration montre le marché passé entre l'Egypte et l'UE.

Speaker : Muhammad Al-Kashef, Watch the Med Alarm Phone au sujet du processus de Khartoum

Le lien entre l'UE et l'Egypte remonte à 2006 alors que l'Egypte était un important pays de transit, aussi bien vers Israël que vers l'Europe.

En 2008, l'Egypte signe un accord de réadmission avec l'Italie.

Après 2013, les syriens fuyant la guerre se rendent vers l'Egypte, porte vers l'Europe. L'UE a donc pris pour modèle l'accord passé avec l'Italie, en essayant au passage de convaincre les pays voisins de suivre le même exemple.

Processus de Khartoum en aout 2017: accord passé entre Egypte et pays voisins et l'Allemagne et l'Italie pour un contrôle des frontières maritimes en échange d'aides au développement et à la réintégration. L'UE a notamment utilisé la situation en Libye pour apporter son soutien militaire à l'Egypte.

### *Les frontières grecques et turques*

Speakerin : Pelin Cakin, Istanbul : Extension des frontières dans la ville, l'exemple d'Istanbul.

Membre du harekact.blog. pelin.cakin@gmail.com

Comment les mécanismes de frontières se déploient dans les villes ?

500 000 syriens sont actuellement en situation de protection temporaire à Istanbul, + résidents permanents + migrants irréguliers

Les frontières dans la ville :

- Régulations et restrictions :

>> aujourd'hui Istanbul n'admet plus de nouvelles personnes dans ses centres et ne délivre plus de permis même temporaire. Permis accordé dans de rares cas aux personnes les plus vulnérables comme mineurs non accompagnés ou graves malades.

>> Contrôle des ONGS par l'Etat, besoin d'une autorisation pour tout et n'importe quoi.

- Sécuritisation et militarisation :

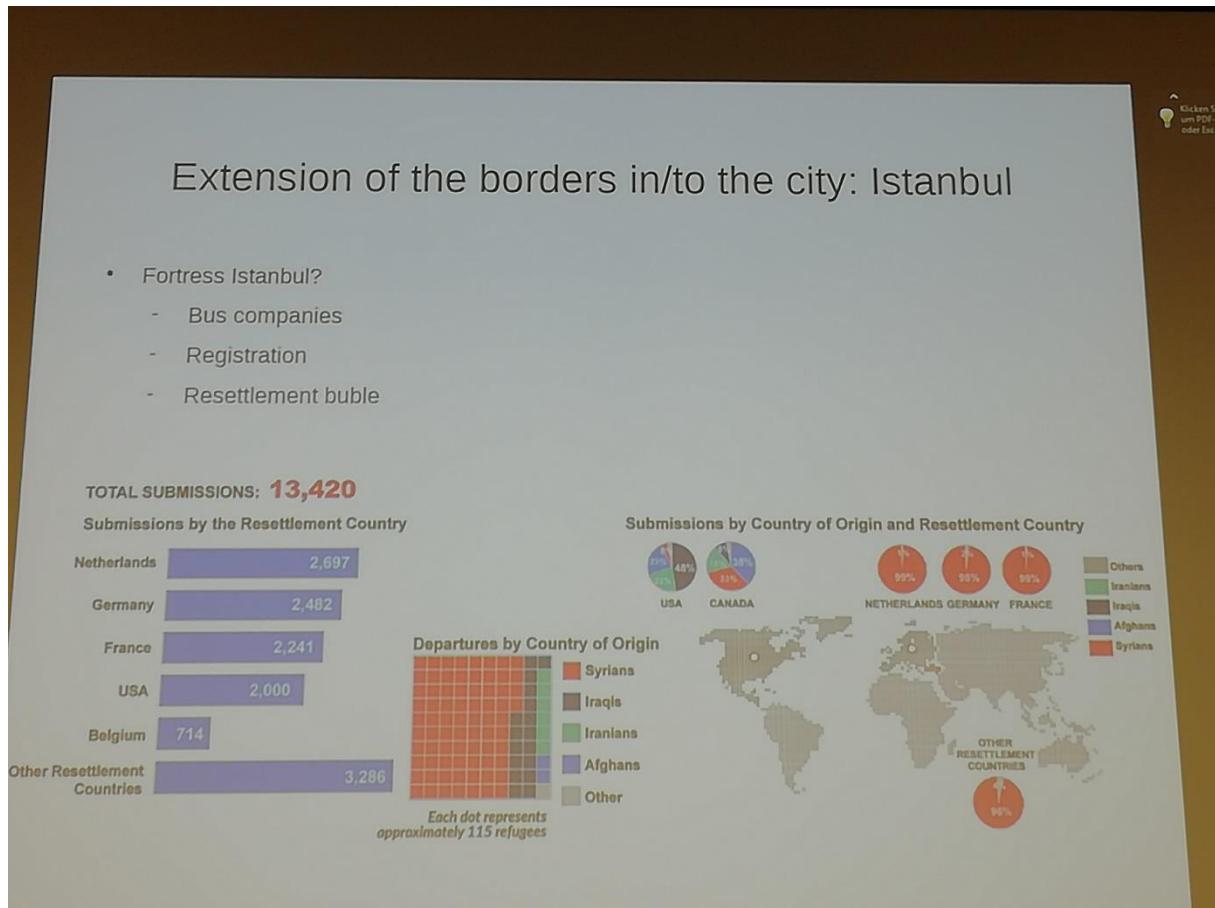
>> Pression de la police et violences. Arrestations sommaires fondées sur la lutte contre le terrorisme.

>> Déportations sommaires de personnes considérées comme des menaces, sans appel possible, avec détention dans des centres à Istanbul.

Extension of the borders in/to the city: Istanbul

- Detention (In Istanbul- opened: Silivri 270, Binkılıç 120, Harmandalı 750, planned: 3rd airport 700, container 1200)
- Deportation: Raids, special flights

Afganistan uyruklu 227 göçmen sınır dışı edildi  
Erzurum'un Aşkale ilçesindeki Gari Gönderme Merkezi'nde işlemleri tamamlanan Afganistan uyruklu 227 göçmen, sabaha karşı Erzurum Havalimanı'ndan özel seferle sınır dışı edildi.



Speaker : Orçun Ulusoy, University of Amsterdam : La situation autour de la mer Egée et le deal avec la Turquie

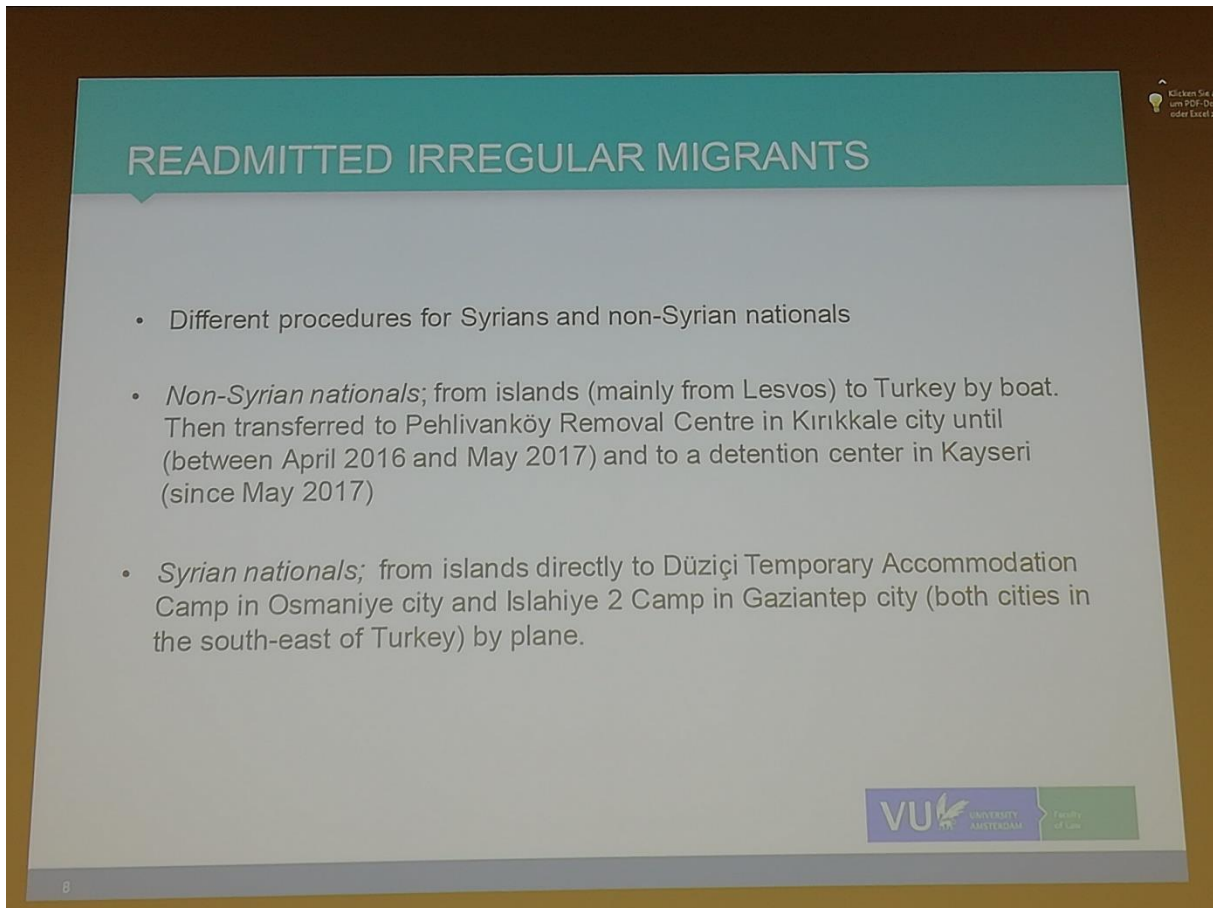
[o.ulusoy@madde14.org](mailto:o.ulusoy@madde14.org)

Success story du deal : la traversée a drastiquement baissé mais le nombre de morts a augmenté.

Accords de réadmission : la Turquie a signé un accord de réadmission avec le Pakistan et a proposé 20 accords avec différents pays de ce style.

Les conditions de détention en Turquie :

- Pour les non syriens : gardés enfermés, 10 min de promenade à l'air libre, téléphones et papiers confisqués à l'arrivée, accès à la loi = loterie et très peu d'information. Retours volontaires : confirmation que sont en réalité des retours forcés.
- Pour les syriens : camps d'accommodation, les pensionnaires ne peuvent pas partir du camp qui sont associés à des « camps punitifs ». Les détentions sont souvent illégales et la communication avec l'extérieur, la famille est rendue impossible. Le taux de retour volontaire est de 10% : déportation en Syrie ou en Irak pour raisons de sécurité.



**READMITTED IRREGULAR MIGRANTS**

- Different procedures for Syrians and non-Syrian nationals
- *Non-Syrian nationals*; from islands (mainly from Lesbos) to Turkey by boat. Then transferred to Pehlivan köy Removal Centre in Kırıkkale city until (between April 2016 and May 2017) and to a detention center in Kayseri (since May 2017)
- *Syrian nationals*; from islands directly to Düziçi Temporary Accommodation Camp in Osmaniye city and Islahiye 2 Camp in Gaziantep city (both cities in the south-east of Turkey) by plane.

VU UNIVERSITY AMSTERDAM Faculty of Law

### *Les îles grecques depuis le deal EU-Turquie*

Speakerin, Valeria Hänsel, Kritnet

Les personnes présentes sur l'île de Lesbos qui ont été interrogées sont coincées sur l'île depuis 2 ans, forcées d'attendre ici le résultat de leur procédure de demande d'asyle, avec retour possible en Turquie, pays considéré comme sûr.

Les conditions de vie y sont déplorables. Les camps sont surpeuplés et il y a un manque drastique de biens basiques. Le nombre de morts et de tentatives de suicide est en augmentation.

Les résistances s'organisent : manifestations, sit-ins. Les protestations sont souvent criminalisées. La police traque les réfugiés, et le nombre de détentions augmente.

Camp Moria : les personnes arrivées sont directement détenues.

Retours volontaires et expulsions : la volonté de vider les îles avec le deal avec la Turquie a échoué.

### *Les Balkans*

Speaker : ?? de Borderline Monitoring

Serbie :

Aude de Coustin

Le corridor est fermé depuis 2016. Aux frontières de la Serbie on assiste à des push-backs massifs. Une nouvelle route se dessine en Bosnie, avec des structures de solidarité qui s'organisent, sans soutien de l'Etat.

Hongrie :

A l'occasion des élections en avril, le débat politique est resté focalisé sur la migration. Les politiques ont donné raison à une théorie du complot selon laquelle Georges Soros a pour projet d'introduire des musulmans partout en Europe pour détruire le vieux continent, par le biais d'ONGs qu'il sponsorise.

Aujourd'hui est en débat l'adoption d'une très sérieuse loi « Stop-Soros » : les ONGs qui se consacrent au sujet des migrations devront s'enregistrer, et les citoyens hongrois qui soutiennent les mouvements migratoires seront bannis de l'espace Schengen. Quant aux citoyens européens, ils seront bannis du pays.

Croatie / Slovénie :

On constate aussi des push backs aux frontières.

### *Mouvements migratoires autour de la méditerranée : Réalités et Challenges. Focus Afrique du Nord*

Speaker : Sofian Philip Naceur, journaliste basé au Caire: Focus sur l'Algérie.

Le régime algérien est en train de militariser ses frontières et de normaliser un discours de haine et de racisme exacerbé.

Auparavant, l'Algérie était un pays de transit et de passage où les migrants restaient, travaillaient un peu, et repartaient vers l'Europe. Maintenant que l'Europe a bloqué ses frontières la situation a changé.

L'Algérie était très réticente à passer des accords avec l'Europe ou ses Etats membres notamment en souvenir de son passé colonial. Pourtant, ses politiques mises en place sont similaires à celles de l'UE en termes de contrôle et sécuritisation des frontières.

L'Algérie a passé un accord de réadmission avec le Niger, en profitant pour réaliser des arrestations massives. Depuis l'arrivée du nouveau premier ministre en aout dernier, ces arrestations sont devenues hebdomadaires, avec des raids dans les villes, dans les sites de construction. Là, peu importe les papiers que possèdent les exilés, qu'ils soient légalement sur le territoire ou non : ils sont emmenés dans des centres de détention au sud du pays ou à Alger, et restent enfermés dans des conditions terribles.

Il arrive aussi que des personnes soient abandonnées dans le désert.

Depuis aout, l'Algérie déclare avoir déporté 27 000 personnes.

Le Mali et le Niger ont réagi à ces pratiques : Le Niger a âprement critiqué les mesures mises en places. Au Mali, une manifestation a eu lieu devant l'ambassade d'Algérie en mars dernier.

Résultat : l'immigration vers le Maroc ou la Tunisie a augmenté. L'Algérie considère que la traversée illégale des frontières est un crime. Le pays a donc commencé à construire des murs aux frontières. Pour rappel, l'Algérie a plus de 8000 km de frontières.



Aude de Coustin

Enfin, il existe un racisme ouvert et décomplexé envers les personnes noires et les « migrants africains » opposés aux « migrants arabes ».

L'Allemagne est le plus grand fournisseur d'armes de la police algérienne.

Route centrale méditerranéenne et Libye

Speakers: Maurice Stierl et Miriam Edding, Alarm Phone Watch the Med

Alarm phone a pu réaliser un voyage d'études en Libye, et est toujours en contact avec des activistes en Tunisie, au Maroc, en Algérie et en Egypte.

La situation aujourd'hui s'est stabilisée après la négociation avec les gardes côtes libyens et l'UE pour contrôler les traversées. Le trafic de passeurs est aujourd'hui contrôlé par les différentes milices libyennes qui cherchent à s'acheter des armes.

La grande question est de savoir : qui sera le prochain dirigeant ? Toutes les milices veulent être considérées comme des acteurs crédibles et cherchent à négocier avec l'UE.

*Point sur l'activisme : comment connecter les réseaux ? Quelle intervention ?*

- Partager l'information
- Documenter, faire du monitoring
- Donner plus de visibilité

Nouvelles initiatives : Niger : Alternatives Espaces Citoyens

Alarm phone a un bureau à Agadez. Formation d'un Alarm Phone Sahara.

Les activistes sont dans des positions très délicates, voire dangereuses et ont besoin de soutien.

>> Il faut travailler ensemble pour tirer quelque chose des connaissances collectées : archives, bases de données sont un bon début. Que faire ensuite ?

Ex : Database TAZ : migration control.taz

Border Monitoring

>> Prendre en considération dans la lutte les causes de la migration : marché du travail, accords de libre échange.

>> Projet de mapping de tous les accords passés entre l'UE et les pays tiers.

>> Besoin d'une stratégie médias !!!

>> Solidarité transnationale et convergence des luttes